

Bilan du Sommet mondial pour la sécurité alimentaire

Un virage historique... pris au ralenti

Ce sommet aurait pu lancer une véritable impulsion face au scandale de l'aggravation de la faim. Tous les Etats et les institutions internationales, à la suite du Sommet de juin 2008 à Rome et janvier 2009 à Madrid, semblaient enfin se mettre d'accord pour replacer l'agriculture au cœur du développement et des politiques.

Mais la communauté internationale a pris au ralenti le virage de la responsabilité alimentaire : la Déclaration du Sommet adoptée en ouverture le lundi 16 novembre révèle un manque de volonté politique à mettre en œuvre ces orientations.

Pourtant, comme le CCFD-Terre solidaire l'avait souligné¹ en octobre, ce Sommet revêtait une importance majeure si les Etats voulaient être crédibles face à leurs discours de lutte contre le fléau de la faim. Les propositions mises sur la table étaient novatrices : un partenariat mondial, à même d'assurer que les Etats, les experts et les sociétés civiles travaillent ensemble pour s'accorder et mettre en œuvre une stratégie coordonnée, des politiques plus ambitieuses sur des objectifs précis répondant enfin au diagnostic établi depuis des mois. L'un des enjeux, et non le moindre, étant que les politiques ou décisions des uns ne viennent pas ruiner les efforts des autres.²

Il ne s'agissait pas seulement de promettre de nouveaux engagements financiers, même si cela est essentiel, face à la baisse des soutiens à l'agriculture depuis des années³. Le débat sur les montants financiers occulte trop souvent le débat sur les contenus, les stratégies que viennent soutenir ces moyens financiers. Aujourd'hui, même s'il existe un large consensus pour affirmer que les montants doivent aller au développement agricole des pays du Sud, cela ne suffit pas : il fallait poser le cadre pour engager de manière cohérente et coordonnée des changements de politiques commerciales, agricoles, énergétiques, d'investissements... faute de quoi la volonté de soutenir les agricultures familiales restera un vœu pieu.

Les pays occidentaux ont une responsabilité majeure pour impulser de nouvelles politiques, et remettre à plat les politiques déjà engagées. En effet, ils sont largement responsables des politiques promues précédemment, en large partie responsables de la crise actuelle.

On ne peut que regretter que les dirigeants des pays les plus riches n'aient pas daigné se déplacer, pour témoigner de l'engagement de leur pays de passer enfin aux actes, pour donner l'impulsion et souligner l'importance qu'ils accordent à cet enjeu. Aucune excuse ne peut dédouaner ces chefs d'Etat, même pas celle des préparatifs du Sommet de Copenhague : les enjeux climatiques ne devraient pas occulter ceux de l'alimentation, alors que les réponses pour d'autres modèles agricoles et d'alimentation doivent être au cœur de la construction des réponses au changement climatique.

L'Eglise s'est positionnée fortement

Seul le Pape Benoît XVI semble s'être soucié, dans son discours d'ouverture du Sommet, de poser les vraies questions qui sont aux racines de la faim : la spéculation, les logiques de profit, les modes de consommation personnels et collectifs. Son appel, qui souligne les « carences sociales et institutionnelles » et l'urgence d'y remédier, pose une référence forte au droit à l'alimentation. Le CCFD-Terre Solidaire, créé il y a 48 ans à l'appel du pape Paul VI et de la FAO avec comme priorité la lutte contre la faim et la pauvreté, se réjouit de constater cet engagement de l'Eglise dans la lutte pour les causes de la faim, et pour la défense du droit de tous à l'alimentation.

¹ Dans son rapport « Pour une responsabilité alimentaire mondiale » (CIDSE-IATP) mi-octobre 2009 à l'occasion de la JMA.

² Cf voir l'interview d'Ambroise Mazal, CCFD-Terre solidaire, dans Libération « Contre la faim on connaît les solutions ».

³ L'enjeu aujourd'hui est d'inverser le déclin de l'aide publique au développement consacrée à l'agricole, qui est passée de 17% en 1980 à 3,8% en 2006. Mais aussi, que les pays du Sud consacrent une part plus importante de leurs budgets à l'agriculture : ainsi les pays d'Afrique subsaharienne y consacrent aujourd'hui en moyenne moins de 4% de leurs budgets, alors qu'ils s'étaient engagés depuis la Déclaration de Maputo en 2003 à atteindre 10%.

Le partenariat mondial est lancé, il doit vivre

Malgré la faiblesse de ce Sommet, le CCFD-Terre Solidaire se félicite qu'il ait eu lieu. La Déclaration finale lance les bases du Partenariat, et c'est une étape importante.

Un partenariat mondial construit, d'une part sur un Comité pour la sécurité alimentaire réformé, et ouvert à la diversité des acteurs (dont la société civile), et d'autre part sur un réseau international de scientifiques et experts pour guider les prises de décision d'autre part.

Certes, ce partenariat fait aujourd'hui un peu figure de coquille vide⁴, faute d'engagements financiers, politiques, et faute d'objectifs clairs et de calendrier. Par ailleurs, la participation de la société civile est actée, mais les termes demeurent vagues et les modalités de cette participation sont encore sujettes à de nombreuses interprétations.

Mais il a le mérite d'exister, et aujourd'hui, toutes les initiatives pouvant concourir à préciser et faire vivre ce partenariat mondial sont les bienvenues, pour autant qu'elles soient attentives à converger vers une approche multilatérale, et à la coordination des efforts.

Ainsi, le CCFD-Terre Solidaire accueille avec intérêt l'initiative franco-brésilienne lancée le mardi 17 novembre pour faire avancer quelques propositions concrètes sur trois sujets : la régulation des prix et des marchés agricoles mondiaux, l'encadrement des achats massifs de terres agricoles, et enfin la question du changement climatique. L'enjeu aujourd'hui, pour qu'une telle initiative donne une véritable impulsion, est qu'elle soit portée politiquement : or ni le Président Sarkozy, absent du Sommet, ni le président Lula dans son discours, ne lui ont aujourd'hui donné cette dimension.

Enfin, une telle initiative doit s'inscrire rapidement dans le cadre multilatéral qui vient d'être posé. En effet, c'est là que doivent se poser les choix, de manière transparente, en associant tous les acteurs concernés, en mettant en face les moyens financiers nécessaires ainsi que le suivi des engagements pris. Le Partenariat mondial offre un cadre propice pour traiter de toutes les questions... à condition que les chefs d'Etat et de gouvernement aient la volonté politique d'opérer un tel changement.

A cet égard, les prochaines échéances seront essentielles : qu'il s'agisse de la Conférence ministérielle de l'OMC à Genève (cycle de Doha) fin novembre, de la Conférence sur le changement climatique à Copenhague en décembre, ou des prochaines rencontres du G20 en 2010. Le CCFD-Terre Solidaire attend des Etats, en particulier de la France et des pays Européens, qu'ils fassent vivre ce nouveau partenariat mondial.

Mobilisé dans son soutien à ses partenaires, et avec d'autres organisations de solidarité internationale, en France⁵ et au niveau international⁶, le CCFD-Terre Solidaire continuera à se battre pour faire avancer des réponses durables face à la faim.

⁴ Cf le Communiqué de presse du CCFD-Terre solidaire le 16 novembre 2009

⁵ <http://www.coordinationsud.org/>

⁶ <http://www.cidse.org/>